



Armes françaises au Yémen : une clarification urgente s'impose après de nouvelles révélations sur l'utilisation de navires de guerre de fabrication française dans le blocus maritime

Nouvel appel de 16 ONG à la fin des ventes d'armes à l'Arabie saoudite et aux Émirats face au risque de complicité dans de graves violations

Paris, le 17 septembre 2019 – Seize ONG humanitaires et de défense des droits humains ont exhorté aujourd'hui le gouvernement français à clarifier publiquement sa position sur l'utilisation d'armes françaises au Yémen, après de [nouvelles révélations](#) de presse sur la participation de navires de guerre de fabrication française à la mise en œuvre du blocus qui a contribué de manière significative à l'aggravation de la crise humanitaire au Yémen.

Face à l'accumulation des révélations sur le risque d'utilisation d'armes françaises contre des populations civiles au Yémen, les autorités françaises ne peuvent plus se contenter d'affirmer que la France a l'un des systèmes d'exportations d'armement les plus stricts au monde.

Dans son rapport rendu public au début du mois, le [Groupe d'éminents experts de l'ONU sur le Yémen](#) estime que le blocus maritime imposé par la coalition menée par l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis au Yémen pourrait être qualifié de « punition collective », en violation du droit international humanitaire, et que la coalition pourrait avoir utilisé la « faim comme méthode de guerre », ce qui constitue un crime de guerre.

L'enquête open source menée par [Disclose](#), [Arte](#), [Mediapart](#), [Radio France](#) et [Lighthouse](#) apporte la preuve visuelle de l'utilisation de frégates saoudiennes et de corvettes émiraties de fabrication française dans l'arraisonnement de navires commerciaux dans le cadre du blocus maritime. Frégates et corvettes, bien que vendues avant la guerre, font toujours l'objet de contrats de maintenance soumis à des licences délivrées par le gouvernement. L'enquête souligne une nouvelle fois le risque, pour la France et ses entreprises de défense, d'être complices de crimes de guerre au Yémen.

Face à l'inquiétude légitime de l'opinion publique sur l'implication de la France dans le conflit au Yémen, les ONG signataires demandent au Président de la République, au Premier ministre, à la Ministre des Armées et au Ministre de l'Europe et des Affaires étrangères de clarifier publiquement leur position sur la présence d'armement français au Yémen et le respect par la France de ses obligations internationales.

Les ONG signataires appellent une nouvelle fois la France à suspendre immédiatement ses transferts d'armes à l'Arabie saoudite et aux Émirats arabes unis face au risque de complicité dans de graves violations, conformément aux recommandations des experts de l'ONU. Une telle décision n'aurait rien d'inédit : depuis 2016, 12 pays européens, dont l'Allemagne, la Belgique, l'Italie et le Royaume Uni, ont annoncé des mesures pour suspendre ou limiter leurs exportations d'armement en raison du conflit au Yémen.

ONG signataires :

1. ACAT
2. Action Contre la Faim
3. AIDL
4. Cairo Institute for Human Rights Studies
5. CARE France
6. FIDH
7. Handicap International
8. Human Rights Watch
9. Ligue des droits de l'Homme (LDH)
10. Médecins du Monde
11. Observatoire des armements
12. Oxfam France
13. Première Urgence Internationale
14. Sherpa
15. SumOfUs
16. Yemen Solidarity Network